

Dangereux, le plan W de Marcourt ?

C'est une chronique dans le « Standaard » de Béatrice Delvaux, éditorialiste en chef du « Soir », jeudi dernier, qui a mis le feu aux poudres. Son contenu ? Des personnalités influentes songent à un plan W, une réflexion coupant le lien renforcé avec Bruxelles. Le week-end, le ministre régional wallon Jean-Claude Marcourt enfonce le clou et remet en cause la fédération Wallonie-Bruxelles. Depuis, les réactions fusent. Attention, désordre.

© PHILIPPE BOURGUET.



Robert Deschamps

Professeur d'économie aux Facultés universitaires de Namur (FNDP)



© ROGER MILUTIN.

« La priorité doit être de dynamiser notre économie »

Pascal Delwit

Politologue de l'ULB



© ALAIN DEWEZ.

« Le moment pour mener ce débat est mal choisi »

Que pensez-vous de l'initiative de Jean-Claude Marcourt (PS) ?

Je suis stupéfait. On sort à peine d'une nouvelle réforme de l'Etat qui doit encore être traduite dans des textes de loi. Et il reste désormais dix ans pour dynamiser l'économie de la Wallonie et de Bruxelles. Et pour cela, on va devoir prendre différentes mesures.

Quelles mesures ?

Il faut améliorer les performances de notre enseignement, très bien financé mais dont les résultats sont moins bons qu'en Flandre. Nous dépensons beaucoup, également, pour la formation professionnelle mais nous conservons un nombre important de chômeurs peu qualifiés. Enfin, il va falloir augmenter la durée de la vie active des agents de la Région et de la Communauté et assurer le financement de leurs pensions. Il y a donc une série de réformes à mener. Dans ces conditions, le débat intrafrancophone actuel est surprenant. Nous avons mieux à faire que de dépenser de l'énergie à penser à de nouvelles réformes institutionnelles. Ou nous serons perdants, Wallons comme Bruxellois.

Tous perdants ? Pourquoi ?

Un Plan B conduit à la scission du pays. Nous serions alors tous perdants pour plusieurs raisons. D'abord, en Belgique, 90 % des entreprises disposent de sites de production dans plusieurs régions du pays. Nous aurions des négociations salariales séparées à l'intérieur des entreprises et des financements séparés de la sécurité sociale. Avec des pertes d'emploi et d'activité économique à la clé car la mobilité des travailleurs entre différents sites sera plus difficile à organiser. Ensuite ce serait la fin aux transferts

Nord/Sud via l'Etat fédéral. Cela affectera surtout la Wallonie et Bruxelles, la sécurité sociale et l'enseignement. Et quel sera le statut de Bruxelles à la fin de la négociation, vu que son financement est lié à l'activité de l'Etat fédéral ? De plus, la Flandre ne laissera pas partir Bruxelles comme ça : la capitale de l'Europe est aussi un atout pour elle. Enfin, il faudra procéder au partage de la dette fédérale et cela entraînera une hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers, au moins durant la période de négociation.

Et s'il s'agissait seulement de rebâtir un fédéralisme au départ des régions ?

Ce n'est pas très clair, mais certains vont plus loin en affirmant que la Wallonie pourrait s'en sortir seule. Or ce n'est pas le moment de se lancer dans des débats institutionnels. Avec ce genre de débat, on ne sait jamais comment cela va se terminer.

Les plus optimistes prédisent une nouvelle poussée communautaire en 2019. N'est-il pas normal de s'y préparer ?

La meilleure façon de s'y préparer, c'est de dynamiser notre économie et d'améliorer la croissance et l'emploi. Je crains une fuite en avant vers des débats institutionnels au lieu de s'attaquer au fond des choses.

Le Plan Marshall n'est pas suffisant ?

C'est une bonne initiative mais on n'observe que des frémissements. Et sur une série d'indicateurs, nous sommes moins performants que la Flandre. Et puis, nous nous en sortirons toujours mieux si nous sommes parvenus à améliorer nos performances socio-économiques. ■

Propos recueillis par PASCAL LORENT

Cela part un peu dans tous les sens après les déclarations du ministre wallon Jean-Claude Marcourt. Comment peut-on qualifier cette sortie ?

Elle n'est pas surprenante dans la mesure où Jean-Claude Marcourt est devenu le porte-parole de l'aile régionaliste wallonne du PS. Il avait même émis quelques critiques sur la note de formateur de son président de parti, Elio Di Rupo. Mais elle intervient dans un contexte un peu spécifique et elle brouille les choses, d'où la poussée de fièvre que l'on a pu observer depuis le week-end.

Elle intervient postérieurement à un accord et ramène sur le devant de la scène l'agenda communautaire et institutionnel alors que d'aucuns essayaient d'en sortir.

Sa sortie intervient trop tôt ?

Il aurait au minimum fallu en discuter en interne au PS et au sein du monde politique francophone avant de rentrer d'emblée dans le débat médiatique. Il ne faut pas oublier que l'on sort d'une très longue crise politique, il y a énormément d'interrogations dans la société. Mener ce débat par médias interposés, voire sur Twitter, est pour le moins bizarre alors que les défis sont tout sauf anodins pour la Wallonie et pour Bruxelles.

Cela tire des leçons de l'accord engrangé, parce que de nouvelles matières vont être régionalisées. De là à détricoter la fédération Wallonie- Bruxelles qui vient de naître...

Encore une fois, ce n'est pas tout à fait surprenant de la part de Marcourt et de ceux qui l'entourent. Le fait est qu'il est curieux d'avoir créé cette fédération il y a quelques

mois pour qu'un ministre régional – mais aussi membre de cette fédération – ne demande déjà de la déconstruire-reconstruire. Ce n'est pas très lisible politiquement.

Le PS est écartelé et retrouve ses fractures ancestrales.

Pour le PS, et dans un contexte qui n'est déjà pas facile pour lui en raison des mesures d'austérité prises, cela donne une image brouillée avant les élections, qui n'est pas facile à gérer pour le Premier ministre. Cela montre que la période de présidence intérimaire ne pourra pas être très longue. Il y a intérêt à recentrer le débat en interne, pour recadrer une parole qui doit rester libre.

Au-delà du PS, il est important de savoir quel est le modèle vers lequel on va. Ce n'est pas la même chose de travailler avec trois Régions, en sortant de ce lien renforcé entre Wallonie et Bruxelles patiemment construit au niveau de la communication. Si on sort de cette logique, il faut en informer les citoyens mais aussi les acteurs économiques, sociaux et politiques. Il ne faut pas l'oublier : si la nouvelle loi de financement est bien votée, il reste environ dix ans à la Wallonie et à Bruxelles pour résorber leur retard de croissance face à la Flandre. Ce n'est pas le moment de s'éparpiller. Il faut sortir d'un débat dans les médias pour rentrer dans l'action.

Cette sortie de Marcourt fait désordre ?

Oui. Et elle maintient à la une l'agenda institutionnel, plutôt favorable à la N-VA en Flandre et au FDF du côté francophone. C'est curieux. ■

Propos recueillis par OLIVIER MOUTON

► P.4 & 5 NOS INFORMATIONS